

Nous sommes là ce 28 septembre, à l'appel de 9 organisations nationales qui ont demandé à rencontrer le Président Macron à propos des revendications des retraités et tout particulièrement de l'augmentation de 1.7% de la CSG pour compenser les baisses des cotisations salariales.

Je voudrais revenir sur ce que représentent les cotisations salariales. La Sécurité sociale de 1945 est fondée sur les cotisations salariales et patronales versées à l'URSAF, ce qui fonde son indépendance par rapport à la spéculation. A chacun selon ses moyens pour chacun selon ses besoins ! Je rappelle que la CSG, mise en place par M.Rocard est un impôt qui n'est pas forcément destiné à la Sécu, et ensuite qu'elle a été créée justement pour pallier aux exonérations patronales qui aujourd'hui s'élèvent à plus de 500 milliards ! Le Président a décidé de faire un cadeau aux salariés en ne prélevant plus les cotisations sociales ! mais quel cadeau pour 1200 € : 250 € de plus dans le salaire annuel, c'est un cadeau empoisonné !!! Non ce n'est pas pour augmenter le pouvoir d'achat des salariés, si Bercy fait cela, c'est

1 – pour diminuer le déficit lié au traité de Maastricht afin de le contenir sous la barre des 3% (révélé par Bercy)

2 – pour satisfaire le MEDEF (souvenez vous de Kaessler : il faut abattre le modèle de 1936-45 !) qui a toujours été opposé à la sécurité sociale, pour satisfaire les spéculateurs qui ne peuvent pas spéculer les milliards de la caisse de SS, pour satisfaire les assureurs privés qui vont augmenter les mutuelles, si nous les retraités on peut encore s'en offrir une.

3- Les conséquences du passage de la cotisation salariale à la CSG: moins de remboursement, des attaques supplémentaires contre l'hôpital public, une fin de vie de plus en plus difficile, des mutuelles inabordables pour les plus pauvres
Alors oui, défendons ce qui est à nous : la Sécu de 1945, alors non à l'augmentation de la CSG, impôt !

Ou faut-il subir ce que subissent les Grecs où 3 millions sur 10.5 millions sont privés d'assurance maladie, qu'ils soient au chômage ou à la retraite. Résultat des coupes budgétaires opérées par le gouvernement grec suite à la politique d'austérité imposée par l'UE et le FMI depuis 2011. ¼ des Grecs a perdu son emploi et ses droits à la couverture médicale au bout d'un an de chômage et vit avec 370 € par mois. Pénurie de médicaments, fermeture de cliniques et

d'hôpitaux...n'est-ce pas là où nous mènent le programme de M.Macron, au service du MEDEF ?

C'est sans oublier que la perte d'autonomie devient un calvaire pour les personnes âgées : calvaire financier, calvaire du maintien à domicile, calvaire des EHPAD !!!! là aussi nous avons du souci à nous faire sur l'évolution en personnel et ses difficultés à apporter des soins corrects aux personnes dépendantes ! **FO qui craint 2 000 à 3 000 suppressions d'emplois, est pour le retrait pur et simple de la réforme de la tarification dans les EHPAD.**

La fédération hospitalière de France a demandé le 25 septembre le retrait de la réforme du financement des maisons de retraite qui occasionnerait des « pertes importantes » pour le secteur public. Elle estime que le nouveau calcul des budgets « dépendances » des établissements financés majoritairement via l'Allocation personnalisée à l'autonomie versée par les départements va entraîner une baisse de 200 millions d'€ sur 7 ans des dotations publiques... de nombreuses structures vont réduire le personnel.

Nous disons, ça suffit, maintien des pensions de réversion, non à l'augmentation de la CSG, revalorisation des retraites et pas touche aux retraites de nos enfants ! Les pauvres Monsieur le Président ne dépense pas 26 000 € de maquillage, les pauvres Monsieur le Président sont les jeunes, les salariés, les retraités qui subissent depuis des années la destruction des conquêtes sociales ! Alors unité des retraités avec les salariés, avec les jeunes contre le démantèlement du code du travail, contre la destruction de la caisse de Sécurité sociale et des retraites, unité avec les fonctionnaires qui seront en grève le 10 octobre pour la défense des services publics d'état !